

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

### JUIN 2021

La situation économique demeure difficile au terme du 2<sup>e</sup> trimestre 2021. Les crises politique, économique et sociale qui s'aggravent, de mois en mois, ont été exacerbées, ces derniers mois, par l'ampleur de la quatrième vague de Covid-19 en termes de contamination et de décès nécessitant le renforcement de la mise en œuvre de mesures plus sévères en matière de confinement

Les données quantitatives et qualitatives disponibles au terme des six premiers mois de 2021, révèlent, certes, un rebond des exportations de biens et du PIB, sous l'effet de la reprise de la demande extérieure, une augmentation des avoirs nets en devises de la BCT. Il n'en demeure pas moins que l'état des lieux est préoccupant, marqué par une contraction de l'investissement, un maintien des pressions sur le marché de l'emploi et sur les finances publiques ainsi que par une nouvelle dégradation de la cotation de la Tunisie par les agences internationales de rating hypothéquant toute possibilité de mobilisation de capitaux sur les marchés financiers internationaux à des conditions soutenables.

Il est à signaler par ailleurs que pour certaines données, les détails ne sont pas toujours disponibles, notamment pour l'emploi, du fait que l'enquête a été perturbée par les contraintes sanitaires.

Les comptes nationaux trimestriels sont désormais publiés selon le nouveau système de comptes nationaux qui retient l'année 2015 comme année de base et introduit des changements sur les concepts, les sources d'informations et surtout en harmonisant le système national avec les normes internationales. Pour les résultats induits par le changement de base, cf. le document de l'INS : Les Comptes Nationaux changent de base.

Les développements qui suivent explicitent, au niveau des principaux indicateurs macroéconomiques, les appréciations sus indiquées

#### **1. La production continue à être affectée par les contraintes sanitaires et par la chute de la demande finale.**

Le PIB trimestriel a enregistré une baisse de 2.0% durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2021 contre une quasi-stagnation durant le trimestre précédent (0.2%). Cette baisse s'explique par le fléchissement de la valeur ajoutée dans les secteurs hôtel, café et restaurant (-35.0 %), Transport (-20.9 %) et bâtiment (-17.1 %).

En glissement annuel, le PIB a progressé de 16.2 % durant le 2<sup>e</sup> trimestre par rapport à la même période de 2020 après avoir baissé de 1.7 % au premier trimestre. L'augmentation en 2021 correspond à une correction partielle puisqu'elle est enregistrée après la baisse de 19.8 % observée durant le 2<sup>e</sup> trimestre 2020 suite au confinement général mis en œuvre entre le 22 mars et le 20 juin de 2020.

	2020				2021	
	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2
Changement trimestriel	- 3.5	-19.8	- 19.5	- 7.1	-1.7	16.2

Glissement annuel	4.2	- 16.9	16.5	-0.9	0.2	- 2.0
-------------------	-----	--------	------	------	-----	-------

Par secteurs d'activité, la valeur ajoutée a baissé, en glissement annuel, de 4.7 % pour l'agriculture et la pêche et a augmenté de 63.5 % pour le textile, habillement et cuir, de 56.7% pour l'industrie chimique et de 4.7 % pour les IAA.

Tous les secteurs des services ont enregistré une progression qui a concerné surtout le secteur hôtel, café et restaurant de 104.7 %, sachant, que comparé au premier trimestre, le secteur a enregistré une baisse de 35.2%. La progression a concerné également les services de transport de 22.9 % correspondant cependant à une baisse de 20.9% d'un trimestre à un autre. Cette évolution reflète notamment la nouvelle vague de la pandémie qui a nécessité des mesures protectrices plus vigilantes poursuivies jusqu'au mois d'août.

Toutefois, malgré cette croissance positive au cours du deuxième trimestre 2021 en rythme annuel, le niveau d'activité économique demeure inférieur à celui d'avant la crise sanitaire. En effet, le PIB en volume reste inférieur de 8 % par rapport au niveau observé au quatrième trimestre 2019, soit avant le déclenchement de la pandémie de Covid-19.

Pour l'ensemble de l'année 2021, les perspectives sont marquées par des incertitudes liées notamment au contexte politique et aux actions qui seraient prises suite à celles déjà annoncées le 25 juillet et à l'évolution de la situation sanitaire liée au Covid 19 au niveau national et dans le monde (crainte d'une 5e vague du Covid 19), ce qui montre l'importance du renforcement de la campagne de vaccination contre la corona virus.

En supposant que le PIB, au cours des troisième et quatrième trimestre, reste constant et égal à son niveau du deuxième trimestre, le PIB serait, selon l'INS, en augmentation d'environ 3% pour l'ensemble de l'année 2021 (ce taux désigne " l'acquis de croissance " au deuxième trimestre).

Ainsi, la croissance économique demeure fortement dépendante de l'évolution des conditions sanitaires, mais également, des autres développements impactant le climat des affaires, sans oublier la période d'incertitude que vit le pays en relation avec l'état d'exception décrété depuis le 25 juillet. D'ailleurs, l'enquête de l'INS, telle que menée auprès d'un panel de 2500 entreprises représentatif du secteur formel, a montré que la crise du Covid 19 a accentué la pression économique sur les entreprises du secteur privé, qui ont enregistré une forte augmentation des fermetures définitives. En effet, au 4ème trimestre 2020, 10,4% des entreprises étaient définitivement fermées et 11.2% l'ont été temporairement, ce qui ne manquera pas d'avoir des retombées sur la croissance de l'année 2021

Cela dit, la production d'huile d'olive baisse d'environ 65% par rapport à 2020 en relation avec le caractère cyclique de cette spéculation, la production céréalière s'est limitée à 16.5 millions de quintaux en 2021 contre 19 millions initialement prévus, et l'activité touristique chute en relation avec la nouvelle vague de la pandémie. Cette régression a été entamée depuis mai et dès le 20 juin dernier, les recettes touristiques avaient enregistré une baisse de 43%. A fin juillet 2021, elles avaient chuté de 56% par rapport à la même période de l'année dernière. Selon ces données, les recettes touristiques poursuivent leur régression sous l'effet de la crise du corona virus. Les chiffres publiés par la BCT, le 14 août dernier, ont montré que jusqu'au 10 août 2021, les recettes touristiques ont chuté de 59%.

Certes on note l'amorce de la reprise de l'industrie manufacturière se reflétant notamment à travers :

- L'augmentation des importations des produits intermédiaires destinés à être transformés de 32.8 % en dinars courants, soit de l'ordre de 26.9% en dinars constants (par rapport à l'euro).
- La relance des exportations de produits manufacturiers avec, notamment, la reprise des exportations des produits textiles et habillements 21% (+17.1.1% en dinars constants) ainsi que celle des industries mécaniques et électriques 32.2% (+26.4% en dinars constants),

De la sorte, il semble difficile de concrétiser l'objectif de croissance retenu dans le cadre du Budget Economique 2021. Les dernières actualisations révisent la croissance du PIB pour cette année à 2 %. (Groupe de la BAD. Publié le 9-6-2021).

Cela dit, la réalisation d'une croissance, pour la Tunisie, aux alentours de 2 % pourrait être concrétisée sous certaines conditions :

- Une forte accélération de la vaccination en Tunisie,
- Un regain de confiance pouvant résulter des réformes politiques adéquates mettant fin aux tiraillements et aux tensions et remettant le pays au travail.
- L'engagement, sur une base consensuelle, de vastes programmes de réformes économiques pour améliorer le climat des affaires et libérer les initiatives
- Le soutien des entreprises impactées par le Covid 19

## **2. Le marché de l'emploi enregistrerait de fortes tensions suite à l'augmentation du taux de chômage**

Au premier trimestre 2021, le taux de chômage augmente pour atteindre 17.8%, contre 17.4 % au quatrième trimestre 2020 et 14.9% en 2019.

Selon le genre, le taux augmente de 0.6 point pour les hommes et diminue de 1.1 point pour les femmes, pour atteindre, respectivement, 15.0% et 23.8%.

Le taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans) s'élève à 40.8%. Ce taux est estimé à 40.4% chez les hommes et 41.6% chez les femmes.

Le taux d'activité atteint 47.5%. Le taux d'activité est estimé à 66.5% chez les hommes et 29.4% chez les femmes.

Au deuxième trimestre 2021 le taux de chômage reste quasiment stable (contre 17.8% au premier trimestre).

A cet égard, les tensions continuent à être particulièrement vives pour les jeunes et les diplômés du Supérieur avec des taux de chômage respectivement de 32% et 30% en se référant aux dernières données disponibles (4e trimestre 2020).

La solution du problème de chômage en Tunisie ne peut être que le résultat d'une forte relance de l'investissement public et privé, elle-même tributaire du rétablissement de la confiance et de la mise en place d'un environnement humain, réglementaire et infrastructurel permettant de produire, de commercialiser sur le marché intérieur et d'exporter sur des bases compétitives et durables.

### 3. L'investissement, continue à se situer suivant un faible palier, risquant de compromettre les opportunités de l'après crise.

La reprise de l'investissement, escomptée dans le cadre du Budget Economique (+ 5% aux prix constants), ne paraît pas se confirmer à la lumière des indicateurs à ce stade disponibles.

Les importations de biens d'équipement, importante composante de l'investissement, augmentent certes de 19.0 % aux prix courants (18.1 en dinars constants), mais, en valeur restent inférieures de 14.5% par rapport à 2019.

Les intentions d'investissement dans l'industrie et les services, qui donnent une indication significative sur la dynamique d'investissement, baissent, durant les cinq premiers mois, de 18.8 %.

Intentions en MD	Cinq mois 2020	Cinq mois 2021	variations
Industrie	1327.8	987.7	-25.6 %
Services	351.0	375.5	7.0 %
Total	1678.8	1363.2	-18.8 %

Les investissements directs étrangers, un autre indicateur important de la perception du climat d'investissement, enregistrent, de leur côté, une importante baisse. Le flux des investissements internationaux a enregistré une baisse de 7,4%, se ramenant à 945,8 MD, au premier semestre de l'année 2021, contre 1.020,9 MD, au cours de la même période de l'année 2020.

La baisse a concerné essentiellement le secteur de l'énergie pour lequel la Tunisie n'a engrangé, durant le premier semestre de 2021, que 266 MD contre 338,1 MD durant la même période de l'année écoulée, soit un repli de 21% contre une quasi-stabilisation pour les industries manufacturières (567,3 MD, contre 576,5 MD, au cours de la même période de 2020).

Les dépenses d'investissement de l'Etat accusent, elles aussi, une baisse de 18 % durant les cinq mois de 2021 par rapport à la même période de 2020, se limitant à 763 MD soit 24.5 % des investissements de l'Etat prévus par la Loi des Finances.

Certes, et contrairement à la plupart des pays partenaires, l'Etat Tunisien n'est pas en mesure, compte tenu de la situation budgétaire, de lancer d'importants projets infrastructurels et d'équipements collectifs de manière à fouetter la demande et dynamiser l'investissement privé. C'est pourquoi, il est urgent d'activer de nombreux grands projets d'infrastructure déjà identifiés et étudiés dans le cadre du partenariat public-privé en l'occurrence, notamment le port en eaux profondes, les zones logistiques et les parcs technologiques.

Cela mettra fin à la tendance baissière de l'investissement et constituera le point de départ d'une dynamique porteuse pour l'après crise.

### 4. L'inflation, après le repli en glissement annuel, amorce une tendance à la hausse et demeure nettement plus élevée que celle des partenaires.

Le taux d'inflation a augmenté pour atteindre 5,7%, en glissement annuel, en juin 2021 contre 4.8 % en mars 2021, 5.0% le mois précédent et 5.8% au cours du même mois de l'année écoulée.

Les hausses les plus ressenties à fin juin 2021 se situent au niveau des produits alimentaires, des transports ainsi que des services de santé, comme le montre le tableau suivant :

Variation	6mois23/6mois 20	juin 21/juin 20
Alimentation	5.3	7.2
Textiles et chaussures	6.9	6.1
Transports	1.6	3.4
Santé	7.7	7.4

Les pressions sur les prix ont été notamment alimentées par la hausse des prix du pétrole sur le marché international amenant les autorités publiques à relever à deux reprises les prix des carburants sur le marché intérieur.

Cela dit, de nombreuses incertitudes pèsent sur la tendance des prix durant le reste de l'année, liées notamment à la situation sanitaire (5e vague de la pandémie) qui pourrait engendrer des perturbations dans les systèmes et les circuits de production et de commercialisation et aux conséquences de l'endettement massif sur marché intérieur pour financer le déficit budgétaire, compte tenu des difficultés pour mobiliser les crédits extérieurs inscrits dans le Budget.

### 5. Les échanges commerciaux amorcent, après une année de contraction, une relance encourageante

La tendance des échanges commerciaux enregistre une inflexion notable sous l'effet principalement de la reprise de la demande extérieure.

Les exportations de biens progressent de 25.5% contre une baisse de - 29.0% durant le premier semestre de l'année précédente. Les importations, de leur côté, augmentent de 22.4 % contre une baisse 24.2 % durant la même période de l'année écoulée.

Il en ressort une augmentation du déficit de la balance commerciale accompagnée toutefois par une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations comme le montre le tableau suivant :

1er semestre en MDT	2019	2020	2021
Exportations	22 904.3	18 192.7	23 825.6
Importations	33 708.2	24 795.6	30 362.8
Déficit commercial	- 9 804.1	- 6602.8	- 7 536.5
Taux de couverture	70.0 %	73.4%	75.2%

L'augmentation des exportations s'appuie, comme cela a été déjà signalé, sur le bon comportement des secteurs du textile, de l'habillement et des produits mécaniques et électriques particulièrement à partir du mois de mars 2021, du fait notamment du faible niveau enregistré en 2020 en raison du confinement total décrété dans le pays. En revanche l'exportation des produits de l'agro-alimentaire baisse en relation avec la baisse de la production d'huile d'olive.

Accroissement (en %)	1e semestre 2020	1e semestre 2021
Textile et habillement	-25.9	23.6
Industrie mécanique et électrique	-27.4	40.8
Produit agro-alimentaire	11.2	- 7.9

Phosphate et dérivés	2.4	8.8
----------------------	-----	-----

Concernant les importations de biens, leur progression nominale a pour assise essentiellement les produits intermédiaires et de consommation destinés à être transformés pour être réexportés. Il est à signaler que même les importations sous le régime général enregistrent une progression reflétant une reprise de la demande intérieure par rapport à la période correspondante de 2020.

Accroissement 2021/2020	1e semestre 2020	1e semestre 2021
Importation régime général	-21.3 %	19.3 %
Importation régime offshore	-26.3 %	28.1 %

#### **6. La situation de la balance des paiements enregistre une détente relative à portée, cependant, conjoncturelle.**

Les statistiques publiées par la BCT font ressortir une contraction du déficit courant au cours du premier semestre de 2021 aux environs de 3,4% du PIB, contre 3,9% pour la même période de l'année précédente.

Il est relevé, malgré l'élargissement du déficit commercial et la crise qui continue à secouer le tourisme en relation avec la situation sanitaire, l'amélioration de l'excédent de la balance des revenus de facteurs et des transferts courants et ce suite à la hausse notable des revenus du travail.

En MD	1e semestre 2020	2e semestre 2021	variation
Revenu du travail	2 819.1	3 528.4	+ 709.5
Recettes touristiques	288.6	195.6	- 93.0

Par ailleurs, la baisse de la mobilisation des capitaux extérieurs en devises, sous forme de prêts et d'investissements étrangers, et les remboursements importants exigibles en 2021, ont conduit à la conclusion le 18 février d'un accord de financement en devises, avec un groupe de banques locales pour un montant de 259.5 Millions de dollars et 150 Millions d'Euros.

La Tunisie a également remboursé deux tranches d'un crédit extérieur, contracté il y a quelques années sur le marché monétaire international avec caution américaine, pour 1 milliard de dollars et un taux de 2,45% d'intérêt. Le pays a pu honorer son engagement sans aucun retard, suite à la mobilisation auprès des banques locales de l'équivalent de chaque tranche, soit au total 2809,8 millions de dinars, pour un taux d'intérêt moyen de l'ordre de 7%. Ce remboursement s'est répercuté sur l'équilibre de la balance des paiements extérieurs et ce, en ramenant les avoirs nets en devises à 20.515 MDT ou 129 jours d'importation à fin juillet 2021 contre 21.190 MDT et 140 jours d'importation à la même période de l'année précédente.

Dans ce cadre, l'allocation générale de DTS approuvée par le FMI, début aout 2021, pour stimuler la liquidité mondiale dans cette période de crise du Covid, avec l'équivalent de 650 Milliards de Dollars, permettra à la Tunisie de bénéficier d'une quote-part de 700 Millions de Dollars. Ce montant, qui devrait être débloqué à partir du 23 aout, permettra d'alléger les pressions exercées sur les paiements extérieurs de la Tunisie.

#### **7. Le budget de l'Etat continue, malgré le desserrement des mesures de confinement, à être soumis à de fortes pressions**

La situation des finances publiques héritée de l'année 2020 est extrêmement difficile, sous l'effet notamment de la crise sanitaire, marquée par un important bond du déficit budgétaire et de la dette publique.

En % du PIB	2018	2019	2020
Déficit budgétaire	4.8	3.6	10.4
Dette publique	77.9	73.2	83.5

La loi des finances 2021 prévoit un redressement de la situation qui devait permettre de ramener le déficit budgétaire en proportion du PIB de 10.4% en 2020 à 6.6% en 2021 et de contenir le recours aux emprunts dans les limites de 18.5 milliards de dinars.

Les statistiques, publiées par le Ministère des Finances sur l'exécution du budget de l'Etat durant les cinq premiers mois, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat et notamment les recettes fiscales et une baisse des dépenses entraînant une baisse du déficit budgétaire de l'ordre de 1945.7 MD par rapport à la même période de 2020.

En MD	5 mois 2020	5 mois 2021	variations	Rappel	loi des finances
Ressources de l'Etat	11 330.8	12 982.8	13.6%	33109.8	9.8
-dont : recettes fiscales	10 136.4	12 015.3	18.3%	29 825.0	9.9%
Dépenses de l'Etat	14 799.2	14 361.2	-3.0%	40 2030	-1.7%
-dont :					
Dépenses d'intervention	3 051.7	2 738 .5	-10.3	9 420.0	-16.1%
Dépenses d'investissement	1 648.9	989.4	-40.0%	4 033.0	-3.7%
<b>Soldes budgétaires</b>					
<b>(Hors privatisation)</b>	<b>-3 368.4</b>	<b>-1 412.7</b>	<b>- 1955.7</b>	<b>-7944.0</b>	<b>6.6% du PIB</b>

L'augmentation des recettes fiscales se localise notamment au niveau de la TVA (+ 1121.3 MD) et des droits de douane (+197.3) en relation avec la progression de la croissance en glissement annuel du PIB et de l'importation des biens sous le régime on shore (+19.3%).

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note une baisse importante des dépenses d'intervention localisée notamment au niveau des carburants qui ont connu des ajustements des prix intérieurs à deux reprises depuis le début de l'année et un retard dans l'exécution du budget d'équipement (baisse de l'investissement de l'Etat de 40%).

Pour ce qui est du financement du déficit budgétaire, les réalisations ont été marquées par l'importance des emprunts intérieurs qui augmentent de 1324.6 d'une période à une autres, alors que les emprunts extérieurs baissent pour se limiter à 2044.3 MD soit 15.7 % du montant de 13 Milliards de dinars prévu dans la Loi des Finance, reflétant les difficultés de mobilisation des crédits extérieurs en raison du blocage des négociations avec le FMI et de la dégradation de la note souveraine de Tunisie par les agences de rating. Par la dernière notation de Fitch, qui a confirmé celle de Moody's de février dernier, la Tunisie se situe « dans la dernière marche de l'escalier » (B- pour Fitch et B3 pour Moody's avec perspectives négatives),

La poursuite du redressement du budget de l'Etat pour le reste de l'année dépendra notamment :

- Des efforts qui seraient mis en œuvre pour réaliser une croissance aussi rapidement que possible comme cela a été développé précédemment,
- Des perspectives d'évolution des cours mondiaux du pétrole qui ont chuté légèrement les dernières semaines mais qui commencent à augmenter. Le marché pétrolier a par ailleurs pris en compte, les indicateurs positifs, en particulier le soutien économique réaffirmé de la FED et la baisse des stocks aux Etats-Unis, reflet de la progression de la demande de produits pétroliers. De même les dernières anticipations économiques du FMI, publiées le 21 juillet, apportent également une certaine crédibilité au scénario de hausse de la demande.
- De l'amélioration rapide de la capacité de la Tunisie à mobiliser les capitaux extérieurs requis, qui passe impérativement par la mise en œuvre des réformes politiques et économiques, et le déblocage des négociations avec le FMI pour l'obtention d'une nouvelle facilité qui permettrait de mobiliser d'autres financements y compris auprès du marché financier international.

## **8. Le secteur monétaire et financier, continue à être soumis à de fortes pressions sous l'effet des tensions budgétaires**

Les indicateurs monétaires relatifs au premier semestre 2021 demeurent marqués par le fléchissement de l'activité, d'une part, et les tensions budgétaires d'autre part.

Ainsi les besoins en liquidités bancaires enregistrent une tendance baissière du refinancement de la BCT contrairement aux billets et monnaie en circulation qui continuent à progresser à un rythme dépassant celui du PIB.

Par ailleurs, les créances sur l'Etat augmentent fortement avec un encours des bons de trésor assimilables atteignant 16.6 milliards de dinars au premier juillet 2021 contre près de 13.9 milliards une année auparavant ; sachant que l'Etat a mobilisé en février 2021 un premier prêt syndiqué de 465 millions de dollars (l'équivalent de 1260 millions de dinars) souscrit par 14 banques tunisiennes pour couvrir une partie des besoins de financement du budget de l'Etat.

Encours (MDT)	Billets	Refinancement	Bons du trésor	Devises	Change €/DT
1e juillet 2020	15 483	10 344	13 864	20 288	3.214
1e juillet 2021	16 595	9 695	16 555	21 327	3.303
Evolution	7.2%	6.3 %	19.4 %		2.77 %

Cela dit, d'importantes pressions sont attendues pour les prochains mois.

Elles concernent d'abord le budget de l'Etat, compte tenu de ses importants besoins notamment pour rembourser des échéances importantes au titre de la dette extérieure. Dans ce cadre, le remboursement, début juillet 2021, de deux tranches d'un crédit contracté sur le marché monétaire international par la mobilisation auprès de banques locales de l'équivalent de 2 808.8, a entraîné une baisse des avoirs en devises qui se limitent à l'équivalent de 132 jours le 25 aout 2021 contre 140 jours une année auparavant et une augmentation du refinancement par la Banque Centrale de 25 % durant la même période.

Elles concernent également les entreprises publiques et privées opérant notamment dans les secteurs du tourisme et des transports, durement touchées par la crise sanitaire, requérant la mise en place de plans de restructuration et de financement non seulement pour renflouer leur trésorerie, fortement obérée par la crise mais aussi pour se préparer à mieux exploiter les opportunités de l'après crise.

## Conclusion

En définitive, l'économie tunisienne vit des moments très difficiles, marqués par un rebondissement du chômage et de l'endettement.

La situation risque même de s'aggraver si l'investissement, principal moteur de la croissance, qui n'a cessé de diminuer, ne redémarre pas rapidement et sur des bases solides. Pour cela il est important de mettre en œuvre les réformes politiques susceptibles de rétablir la confiance au niveau national et à l'échelle mondiale et de mettre fin ainsi à l'attentisme qui entrave l'anticipation et l'initiative.

De même, il est urgent d'engager les grandes réformes économiques et les grandes restructurations afin de réinsuffler l'espoir d'une relance économique sur des bases durables et inclusives dans un proche avenir. Il est impératif en effet de corriger les distorsions, libérer les énergies latentes, restructurer en profondeur les finances publiques et les grandes entreprises d'Etat. L

L'activation du partenariat public - privé pourrait réinsérer la Tunisie dans le radar des grands investisseurs tunisiens et étrangers et renforcer l'efficacité des réformes engagées en offrant une nouvelle génération d'infrastructures et d'équipements collectifs.

**Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : 25 aouts 2021**

**Mots clés : conjoncture économique Tunisie, bulletin conjoncture économique du 1er semestre 2021 Tunisie ; Forum Ibn Khaldoun**